

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 2 au 15 décembre 2013 – n°138

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Oui, un vrai débat Michel Guilloux

En ira-t-il du débat fiscal comme celui des retraites ? On « réunit les partenaires sociaux », syndicats de salariés et organisations patronales sur un pied d'égalité en apparence. Et l'on finit par sortir un projet qui ressemble comme deux gouttes d'eau au sens réclamé par ces dernières.

Voilà ce qui, depuis 18 mois maintenant, 18 mois de trop, a d'abord décontenancé, puis déçu, avant de nourrir une colère sourde parmi le peuple de gauche, et au-delà. Sur ce double terreau, une UMP empêtrée dans une guerre de succession digne des Mérovingiens se retrouvait un nouveau souffle inespéré, en compagnie du FN et d'une partie du clergé, en squattant bitume et médias durant des mois. Le Medef, lui, engrangeait. Et sa propre succession à sa tête réglée, pouvait reprendre de plus belle, un ton encore plus haut, les dents encore plus acérées, son antienne du « coût du travail » pour obtenir encore plus de cadeaux que ceux déjà accordés. Comme lors du débat sur le mariage pour tous, on a pu voir refluer des cortèges, visant à faire croire à une nouvelle sainte alliance, du capital et du travail contre l'État jacobin... La manip a fait long feu. Et chacun est bien contraint d'apparaître pour ce qu'il est.

La « méthode Ayrault » semble avoir rencontré hier ses premiers accrocs, à voir dans quelles conditions une Assemblée, où la majorité gouvernementale est censée être la plus monochrome, a fini par voter la « réforme » portée par le premier ministre, qui apporte ainsi sa touche à l'histoire de la destruction du droit à la retraite. Le mécontentement profond du pays de gauche, et au-delà, son relais par les autres forces politiques et syndicales se sont frayé une voie qui a bien dû trouver manière de s'exprimer, à défaut d'être entendue. En convoquant ses interlocuteurs, à la suite de la demande élyséenne, et au-delà de la fonction politico-électrique de son poste, avec la précision que l'on va discuter d'une remise à plat de la fiscalité, mais sans nouveau prélèvement et sans revenir sur l'augmentation de la TVA prévue au 1er janvier, le chef de la majorité socialiste prend le risque du court-circuit. Et sur ce point, les positions syndicales forment un autre paysage, comme l'illustrent celles sur la question du prélèvement à la source, pétard déjà mouillé.

Remise à plat ? Chiche. Aucune organisation de salariés ne veut être la figurante d'un « jeu de com ». Puisqu'il y a des positions nettement contradictoires entre les leurs et celles du patronat qui en réclame toujours plus, pourquoi ne pas confronter les positions, mettre les propositions sur la table, jouer la démocratie ? Côté politique à droite et sur son extrême, UMP, centre en cours de réunification et FN reprennent les antennes du Medef ou de la CGPME. Seront-ce là encore les seules voix que le gouvernement écouterait ? Ou n'est-il pas temps de se faire entendre ? Pierre Laurent a lancé hier pour le PCF l'idée d'« états généraux » de la fiscalité. Des batailles syndicales et politiques sont lancées sur le « coût du capital », véritable point aveugle, si ce n'est tabou, de ce pouvoir et de ses soutiens parlementaires. Oui, le gâchis d'argent versé aux actionnaires et en frais financiers dépasse du double, chaque année, le montant total de ce que les cyclopes du libéralisme à tous crins appellent « coût du travail ». Et il n'y aurait rien à faire de ce côté ? Et en attendant la fin du quinquennat, il faudrait se résoudre à voir augmenter la TVA d'ici moins de deux mois ? Le Front de gauche a appelé à marcher dimanche contre cette aggravation des inégalités et pour la justice fiscale et sociale, comme il l'avait déjà fait au printemps contre l'austérité. Ce n'est qu'un début et le temps est compté.

SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Agenda ; La Poste Anancy : Gilles Ravache saisit le ministre Montebourg

P3 Solidarité Palestine : abrogez les circulaires Alliot-Marie et Mercier - Pas une librairie Chapitre ne doit fermer - Centrafrique : La France doit se désengager sur le plan militaire et agir pour une réponse multilatérale

P4 Le PCF appelle à manifester contre le racisme – Retraite chapeau de Philippe Varin : « mettre fin à l'impunité patronale » - La réforme 2013 des retraites, une faute politique - Accord sur le nucléaire iranien : « Saisir l'opportunité de stopper la surenchère et les escalades militaires » - François Hollande en Israël et en Palestine : des paroles, mais pas d'acte

P5 Suppression des élections prud'homales : « Recul démocratique inacceptable » - Restos du cœur : la lutte contre la précarité et la pauvreté est une urgence - Allemagne : une grande coalition pour plus d'austérité en Europe (PGE) - Le PCF honore la mémoire de Lucien Neuwirth

P6 Marche pour la justice fiscale: "C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches"

P7 L'heure est à amplifier l'action pour faire entendre la voix du peuple palestinien ! - A voir

P8 2013 : les violences contre les femmes continuent !

P9 Huma dimanche du 28/11 - Pétition pour un vrai diplôme et un vrai métier après les études ! - Communiqué de l'UEC Lyon sur la situation de l'Université Lyon 2 - Municipales : le PCF se présentera contre le MUP dans la ville de Robert Hue

P10 Rythmes scolaires : communiqué de maires communistes et Front de gauche de Seine-Saint-Denis - Petites réflexions après l'audition de Mme Malmström devant la Commission Libertés civiles, justice et affaires intérieures

P11 Racisme ordinaire, combat du quotidien - Népal : 41,59% et 263 députés pour les communistes à l'Assemblée Constituante

P12 Pierre Laurent (PCF) "ne croit pas" à la baisse du chômage - Monsieur Hollande, se-rez-vous celui qui laissera fermer le journal de Jaurès ? - Aïdons l'Huma ! - En Moldavie, les communistes (PCRM) qualifient le partenariat oriental avec l'UE "d'accord de Munich" et appellent à le briser

Agenda

Réunions des Indignés les lundis

Les mardis Réunions de soutien aux Roms 17H30

19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns les samedis de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Mardi 3 décembre Foire St-André stand CGT à Annecy

Journée mondiale d'action contre le Pacte transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI/TAFTA) 18h Genève MANIF esplanade du Mont Blanc

Réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 4 décembre réunion Chaîne humaine contre les haines

Jeudi 5 décembre 9H30 manifestation contre la répression anti-syndicale devant la direction de Le Poste à Annecy rue du Rhône

19H repaire Là-Bas si j'y suis au Dersim, Meythet

20h30 au collège Samivel à Bonneville : Les Jeudis du Cinéma – Conférence Abderrahmane BEKIEKH Regarder un film et voir le cinéma.

Vendredi 6 décembre réunion Gauche En Marche

20h30 à l'Agora Bonneville: Conférence : «Tourisme et développement local, l'exemple des stations de ski» avec Didier JOSEPHE, Directeur de l'Office du Tourisme de Saint-Gervais

Samedi 7 décembre contre le racisme et pour l'égalité des droits, manifestation nationale. Un car est organisé par le Collectif Roms.

14H30 manif contre le centre des Congrès devant la mairie d'Annecy

Mardi 10 décembre 20H Conférence débat contre l'évasion fiscale

60 Milliards €/an d'évasion fiscale

Ça suffit !

Voilà des moyens à mettre au service de l'intérêt général !

Rencontre débat

En partenariat avec Médiapart

Mardi 10 décembre – 20h

Accueil à partir de 19h30

Auditorium - Annemasse

Place du Jumelage

Avec



Jean Ziegler
Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008



Eric Bocquet
Sénateur
Rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF

Parti communiste
8 rue Antoine Berthod 74960 Meythet
04.50.22.33.00
74pcf@free.fr - blog.pcf74.org



Covoiturage 18h30 : rendez-vous au siège de la fédération du Parti Communiste - 8 rue Antoine Berthod à Meythet.

Mercredi 11 décembre 20h Alterlocal Soirée débat-information sur Tafta

Jeudi 12 décembre réunion Chaîne humaine contre les haines

Vendredi 13 décembre réunion cellule PCF de Cran-Gevrier

Réunion Gauche En Marche

Samedi 14 décembre Alterlocal Concert de l'AMAP (Association pour le maintien d'une Agriculture Paysanne)

La Poste Annecy : Gilles Ravache saisit le ministre Montebourg

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Gilles RAVACHE
Conseiller Régional

RhôneAlpes Région

Annecy le 17 novembre 2013

M. Arnaud Montebourg
Ministre du redressement productif

Objet : Plateforme courrier d'Annecy

Monsieur le Ministre,

J'ai été alerté sur la situation du centre de la plateforme courrier d'Annecy.

Des habitants d'Annecy m'ont signalé des retards de courrier importants et récurrents constatés depuis plusieurs mois.

A la demande de salariés je me suis rendu sur place le 30 octobre dernier pour me rendre compte des causes de ces dysfonctionnements.

J'ai d'abord rencontré le responsable du service, M. Livernois, qui m'a expliqué que la plateforme venait de connaître une troisième réorganisation en l'espace de quatre ans. Elles ont conduit à répartir le territoire desservi (Annecy, Cran-Gevrier et Meythet) sur un nombre de tournées réduit de douze. Il m'a confirmé que la dernière datait de juillet et avait occasionné des difficultés dans la distribution. Il m'a assuré que le courrier en retard avait été traité. Il m'a expliqué que ces restructurations étaient motivées par la diminution du volume de courrier.

J'ai pu également m'entretenir avec des agents présents. Ils m'ont fait part de leur surcharge de travail, liée à l'extension des tournées. Ils m'ont expliqué qu'il leur arrivait régulièrement de ne pas pouvoir distribuer l'intégralité du courrier de leur tournée dans leur temps de travail normal (7h30 – 14h30), reportant sa distribution au lendemain. Il m'ont appris être contraints soit de dépasser leur horaire de travail, mais alors non rémunérés, soit de rentrer sans avoir intégralement distribué le courrier.

Ils m'ont expliqué avoir réclamé de leur direction de revoir la restructuration afin de remédier à ces problèmes sans obtenir de réponse à ce jour.

L'atmosphère dans la plateforme s'en trouve gravement dégradée. Les agents souffrent de ne pas arriver à assurer correctement leur travail et fournir le service public dont ils ont conscience d'avoir la charge. Ils sont en proie à un profond désarroi qui se traduit entre autre par la multiplication des arrêts maladie.

Le climat social dans le centre est très tendu. Les agents ont le sentiment de n'être jamais écoutés, d'être méprisés.

Conseil Régional Rhône-Alpes - 78 route de Paris - BP 19 - 69260 Charbonnières-les-Bains Cedex
Tel : 04.72.59.52.08 - Fax : 04.72.51.14.67 - Mèl : gravache@rhonealpes.fr

A l'issue de cette visite à la plateforme je devais avoir rendez-vous avec M. Caraux, directeur de la direction opérationnelle territoriale courrier, le mercredi 6 novembre. M. Caraux a ensuite annulé ce rendez-vous ce que je regrette profondément. J'espère pouvoir l'obtenir prochainement.

Pour confirmation de ce climat dans la plateforme, j'apprends qu'un des facteurs, M. Garrette, est menacé de sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Il lui est reproché de ne pas parvenir à distribuer l'intégralité de sa tournée, ce que vivent tous ses collègues. Il est convoqué à la Commission consultative paritaire jeudi 21 novembre.

La solution aux problèmes de fonctionnement de la plateforme ne sera pas trouvée par la répression, en mettant au pas le personnel. Il convient au contraire d'écouter, de renouer une discussion qui n'aurait jamais dû s'interrompre avec des salariés qui doivent être considérés comme des citoyens majeurs et responsables, et des agents du service public postal attachés à sa qualité. D'autant que celle-ci est liée à leurs bonnes conditions de travail.

La solution est à rechercher dans la révision du nombre de tournées pour l'augmenter. En effet l'impossibilité d'assurer la distribution avec la régularité et la ponctualité dues aux usagers est avérée. Ceci est encore plus nécessaire dans un territoire réunissant un grand nombre d'entreprises et d'administrations qui ont besoin de recevoir leur courrier chaque jour assez tôt pour pouvoir y répondre dans la journée.

Monsieur le Ministre,

Je tenais à vous alerter sur cette situation que je juge grave.

Je vous demande d'intervenir comme je vais le faire pour l'arrêt de toutes les procédures de sanctions.

Je vous demande d'intervenir pour que la négociation s'engage immédiatement entre la direction et les représentants du personnel afin de trouver remède aux dysfonctionnements et améliorer les conditions de travail.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce sujet et vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

Gilles Ravache

Solidarité Palestine : abrogez les circulaires Alliot-Marie et Mercier

Le PCF exprime sa plus vive protestation devant les lourdes condamnations prononcées par la Cour d'appel de Colmar à l'encontre de 12 militants de la solidarité avec le peuple palestinien.

Cette condamnation s'appuie sur l'existence de deux circulaires publiées en 2010 et 2012. En effet, la « circulaire Alliot-Marie » puis celle dite « Mercier », du nom du ministre de la Justice du gouvernement Fillon (et publiée le 15 mai 2012, soit neuf jours après défaite de Nicolas Sarkozy), encouragent la criminalisation du mouvement associatif et citoyen qui dénonce la colonisation et l'occupation militaires israéliennes de la Palestine qui, elles, sont totalement illégales et illégitimes au regard du droit international.

La France a le triste privilège d'être encore le seul pays d'Europe à posséder un tel arsenal juridique contre les sympathisants et soutiens d'une cause juste.

Le Parti Communiste Français affirme son soutien aux 12 militants alsaciens, condamnés le 27 novembre, et demande instamment au ministre de la Justice l'abrogation immédiate de ces deux circulaires.

Pas une librairie Chapitre ne doit fermer, pas un licenciement

Les librairies Chapitre déposent leur bilan. Cela concerne 53 librairies. Contrairement à ses engagements, la direction précipite ainsi la décision de les mettre en vente avant l'été 2014. 4 seulement ont pu depuis être cédées à des indépendants.

Le PCF se tient au côté des 1.200 salariés menacés de licenciement, et de leurs organisations syndicales. Ses militants et ses élus soutiendront toutes les actions qu'ils décideront d'entreprendre.

Il s'oppose à cette mauvaise action pour l'emploi, à cette mauvaise action contre la culture. Les librairies Chapitre, implantées au cœur de nombreuses villes en région, sont autant de points d'appui de la présence du livre.

Après la disparition de Virgin, cette triste actualité illustre, avec les menaces qui pèsent sur tant de librairies indépendantes et sur le réseau des FNAC, la situation de la diffusion du livre dans notre pays.

L'affaire est exemplaire de la mainmise de groupes financiers sur la diffusion culturelle : Le réseau Chapitre fait partie du groupe Actissia (4500 salariés), implanté en France et à l'étranger. Lui-même appartient au fond d'investissement américain Najafi Compagnies, dont le seul critère est le profit.

Le PCF demande aux pouvoirs publics de ne pas abdiquer leur responsabilité ; dans l'immédiat, de favoriser la reprise des 53 librairies, et de n'en laisser en fermer aucune, notamment les plus importantes, qui sont les plus menacées.

Il est urgent de s'inscrire dans une politique ambitieuse du livre et de la lecture, soutenue par des crédits à la hauteur de l'enjeu.

Les grands opérateurs de vente à distance, désormais dans l'obligation de facturer leurs frais de port, doivent être imposés sur la part de leur chiffre d'affaires réalisé en France.

Dans les semaines à venir, le PCF lancera une consultation auprès des professionnels pour la défense de tous les emplois de la chaîne du livre, et pour engager une nouvelle bataille du livre et de la lecture. Pas une librairie Chapitre ne doit fermer, pas un licenciement.

Centrafrique : La France doit se désengager sur le plan militaire et agir pour une réponse multilatérale

« J'ai demandé à la France d'intervenir pour sauver les institutions ». Cette phrase d'une brûlante actualité a été prononcée il y a 17 ans, le 20 mai 1996 par Ange Félix Patassé, dictateur de Centrafrique, prédécesseur de l'actuel despote Michel Djotodia. Depuis « l'indépendance » du pays, les relations entre Paris et Bangui n'ont été qu'une succession de coups tordus, parmi les plus rocambolesques et dramatiques de la Françafrique. Du couronnement délirant de Bokassa, autoproclamé empereur, en passant par les diamants offerts à Giscard. Les uns après les autres, les dictateurs ont été choisis et maintenus par Paris pour le plus grand malheur du peuple. Lorsque le 24 mars dernier, la Seleka, coalition rebelle mêlant grand banditisme et absence de projet politique, a pris la capitale, Bangui, personne n'a trouvé à redire. Surtout pas la France qui ne s'est pas inquiétée de voir un régime défait et remplacé avec le soutien d'un ami de la Françafrique, le dictateur tchadien Idriss Déby.

Mais depuis, l'effondrement s'est accéléré à tel point que la situation menace de dégénérer en affrontements interconfessionnels. La crise risque de s'étendre à toute la sous-région et d'en faire un terrain favorable au terrorisme. Quand le chaos se généralise, il devient gênant : c'est ce moment que choisissent les grandes puissances pour intervenir.

Une chose est sûre : il n'y a pas à tergiverser. Il faut agir pour protéger les populations, premières victimes des violences. La France vient de soumettre au Conseil de sécurité un projet de résolution qui autorise la force panafricaine présente en Centrafrique (MISCA) à se déployer pour une période initiale de 6 mois. A quelques jours du Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique, le ministère de la défense annonce la présence d'un millier de militaires français. Paris est à la manœuvre pour perpétuer et renforcer sa présence.

La vraie question qui se pose est celle du court terme. Pour faire quoi ? Pour recommencer un cycle de domination-effondrement ? La France a une responsabilité écrasante dans cette tragédie. Elle est disqualifiée et a perdu toute légitimité. Elle a une dette considérable envers le peuple de Centrafrique. Elle doit plaider pour une solution politique en faveur de la reconstruction du pays et de sa souveraineté, et agir pour un mandat d'une force d'interposition de l'ONU qui s'inscrive dans cette perspective. Pour être cohérente et entendue, la France doit se désengager sur le plan militaire, rompre avec la politique de domination contenue dans le Livre blanc 2013 de la défense. Elle doit mettre fin au détachement Boali chargé actuellement d'assurer la sécurité de l'aéroport, des ressortissants étrangers, dont les français, et des « lieux à haute valeur ajoutée » pour reprendre l'expression du ministère de la défense, c'est-à-dire le site d'extraction d'uranium d'Areva. Cette responsabilité doit être assurée dans le cadre du mandat des Nations Unies. La France devra agir pour mettre un terme aux dominations extérieures, favoriser une réponse multilatérale sous l'égide des Nations unies et de l'Union africaine et engager une logique sans précédent de coopération et de co-développement. Voilà où doit se situer le terrain de l'offensive, il en va de l'avenir de la Centrafrique.

Le PCF appelle à manifester contre le racisme le 30 novembre 28 novembre 2013

Des actes et des propos racistes s'expriment de plus en plus ouvertement dans notre pays alors que le Front national bénéficie d'une promotion médiatique indécente. Avec la campagne abjecte subie par Christiane Taubira, un pas dans l'inacceptable a été franchi.

Le racisme n'est pas une opinion mais un délit. La recherche de boucs émissaires - l'Autre, musulman, étranger, noir, rom, juif - nous conduit sur les pistes dangereuses de la division, de la haine et de la violence. Elle permet d'éviter de désigner les vrais responsables de la crise qui sont la course à la finance, aux profits et à la rentabilité immédiate.

Le responsable, ce n'est pas l'Autre, c'est le capital. Le PCF appelle à se rassembler et à s'unir dans sa diversité et ses différences pour faire prévaloir l'Humain d'abord, construire un projet de biens communs, de liberté, d'égalité, de fraternité dans une République sociale, démocratique et participative. Le PCF soutient la manifestation du 30 novembre contre le racisme, organisée par de nombreuses associations et syndicats, et appelle à y participer.

Retraite chapeau de Philippe Varin : « mettre fin à l'impunité patronale »

Par Olivier Dartigolles, le 27 novembre 2013

Le groupe PSA provisionne 21 millions d'euros pour la retraite complémentaire de son PDG, Philippe Varin. Une révélation révoltante qui donne la nausée, quand dans le même temps, un ouvrier de la même entreprise se voit attribuer une retraite de 1100 euros par mois après 42 années de cotisations.

Cette retraite en or massif pour un dirigeant d'entreprise qui a été le fossoyeur de 4000 emplois tombe en plein débat sur les retraites. Elle témoigne à quel point le Front de gauche est dans le vrai quand il dénonce les décisions s'attaquant aux petits retraités et aux salariés.

Le patronat lui continue de se croire intouchable avec le soutien du ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, invitant à une « autorégulation exigeante » pour les rémunérations patronales. Ce scandale n'a que trop duré. Il doit être mis fin aux retraites chapeau comme à l'impunité patronale en terme de retraite et de rémunération.

D'ores et déjà un premier rendez-vous de riposte s'impose. Soyons nombreux dimanche 1er décembre à Paris pour la marche contre l'injustice sociale et pour la justice fiscale.

La réforme 2013 des retraites, une faute politique

Ce 26 novembre est un jour funeste pour la protection sociale. Le gouvernement a imposé, par un vote bloqué, sa loi de régression sociale portant la réforme des retraites.

A l'instar des lois de droite de 1993, 2003, 2010, celle de 2013 se traduira par une augmentation de la durée de cotisation, un recul de l'âge réel de départ en retraite, une diminution des pensions et dans l'immédiat une perte de pouvoir d'achat des retraités.

Avec le Conseil de surveillance, composé de personnalités dites qualifiées et doté de pouvoirs exorbitants, c'est un recul grave de la démocratie qui vient d'être décidé.

Cette réforme a la même logique que les précédentes. Et depuis vingt ans, nous avons la même condamnation à son égard.

Pour le PCF et ses partenaires du Front de gauche, la retraite à 60 ans à taux plein reste le marqueur de gauche d'une politique sociale dont le pays a besoin.

Accord sur le nucléaire iranien : « Saisir l'opportunité de stopper la surenchère et les escalades militaires »

L'accord intérimaire signé dans la nuit de samedi à dimanche par les 5 membres du Conseil de sécurité, l'Allemagne, l'Union européenne et l'Iran sur le nucléaire iranien est une avancée de première importance pour tous les peuples et nations de la planète. Au terme de 10 ans de pourparlers, ces 5 derniers jours débouchent sur une bonne nouvelle, même si tout reste à faire.

Cet événement indique d'abord qu'il est possible de résoudre par la voie diplomatique et politique des problèmes d'une extrême gravité qui font peser sur le monde entier de très lourdes menaces.

Ensuite, sur le cas précis du nucléaire iranien, cela confirme que la négociation si difficile qu'elle soit peut aboutir si chaque partie prend en compte les pas en avant faits par les autres. Évidemment, un texte, même signé par tous, ne résout pas du jour au lendemain le problème qu'il traite mais il constitue un engagement mutuel public dont il s'agira d'évaluer la mise en œuvre effective – par tous –.

La réaction très négative du gouvernement israélien par la voix de son ministre de l'économie – lequel est issu d'un parti d'extrême-droite – est éloquent des obstacles à la réalisation de cet accord, et de ce à quoi la « communauté internationale » doit maintenant consacrer tous ses efforts : la reprise et l'aboutissement des négociations de paix israélo-palestiniennes, la pacification du Proche-Orient.

Cet accord doit permettre d'avancer vers l'objectif de dénucléarisation du Proche et du Moyen-Orient adopté par l'Assemblée générale de l'ONU. Ce processus doit s'ouvrir, et impliquer tous les pays de la région, Israël compris qui est le seul à posséder l'arme atomique. Ainsi le risque de prolifération, se trouvant d'autant diminué, seront créées des conditions plus favorables au dialogue politique et à la paix.

L'accord du 24 novembre de Genève représente une opportunité historique internationale qu'il va falloir saisir et mettre à profit. La France doit s'engager pour stopper la surenchère et les escalades militaires au Proche-Orient.

Les étapes suivantes de l'accord de Genève sont donc maintenant la dénucléarisation du Proche-Orient, la reprise de véritables négociations entre Israël et Palestine, et la mise en œuvre de la conférence de paix sur la Syrie.

La France doit prendre ses responsabilités pour faire aboutir dans ses trois domaines des solutions politiques et diplomatiques significatives. Elle en a la capacité, il faut que ses dirigeants en aient la volonté.

François Hollande en Israël et en Palestine : des paroles, mais pas d'acte

François Hollande, en réaffirmant lors de son voyage en Israël, la position française de la nécessité de deux États et la condamnation de la colonisation, a pris en compte les exigences de Français pour une paix juste et durable dans cette région.

Les déclarations et lettre ouverte des anciens ambassadeurs, de la plate-forme des ONG françaises, de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, ont bien mis en évidence le message dont le Président de la République devait être porteur.

Toutefois, aux paroles, il est urgent d'ajouter des actes.

Ainsi, la France pourrait sans attendre reconnaître l'État palestinien, appuyer sans réserve la directive contraignante adoptée par l'Union européenne sur l'économie israélienne dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-est, et adopter l'étiquetage, comme d'autres pays, sur les produits venant des colonies.

Ces décisions seraient le signe d'un engagement véritable des autorités françaises à agir pour trouver une issue au blocage actuel provoqué par l'attitude du gouvernement israélien.

Il est encore temps. La mobilisation de tous reste le meilleur moyen de permettre à notre pays de retrouver une crédibilité quant à son engagement pour la défense de la paix et des droits des peuples dans la région.

Suppression des élections prud'homales : « Recul démocratique inacceptable »

Le ministre du travail envisage de supprimer les élections prud'homales après 2015. C'est un mauvais coup pour la démocratie.

D'autant que le gouvernement demandera au parlement, dans le cadre du projet de loi sur la formation, de pouvoir procéder par ordonnance pour modifier le mode de désignation des conseillers prud'homaux, c'est à dire sans débat parlementaire.

La légitimité des conseils de prud'hommes est renforcée par l'élection des juges par leurs pairs. Il faut maintenir les élections, améliorer les conditions de tenue de ces élections pour augmenter encore la participation.

Michel Sapin, en envisageant la suppression des tribunaux prud'homaux, répond à une vieille revendication du patronat qui lui permettrait d'avoir les mains libres pour licencier et brutaliser les travailleurs. Dans une période où plans de licenciements et attaques contre les syndicalistes se multiplient, le gouvernement, au lieu de s'y opposer fermement, donne un très mauvais signe pour la démocratie sociale.

Le PCF et le Front de gauche revendiquent au contraire un renforcement et une reconnaissance élargie, en particulier dans les PME TPE, du droit syndical et des tribunaux prud'homaux.

Le monde du travail a besoin de reconnaissance et de respect. Lui supprimer la seule élection nationale interprofessionnelle est un acte de recul inacceptable.

Restos du cœur : la lutte contre la précarité et la pauvreté est une urgence

Les restos du cœur lancent leur campagne hivernale pour venir en aide aux plus démunis. Ils s'attendent à voir franchir cette année la barre des un million de bénéficiaires. Triste record.

57 % d'entre eux sont des chômeurs. Ainsi, la politique du gouvernement aggrave la pauvreté, la précarité et le chômage alors que les profits et les richesses continuent de s'accumuler pour une poignée de nantis.

Alors que le pouvoir d'achat des français diminue, les dons des particuliers sont toujours en hausse, ce qui montre leur générosité.

Malgré cela, les restos du cœur s'inquiètent, à juste titre, de la baisse de leurs financements, qui porterait un grave coup à la solidarité, malgré le travail remarquable de leurs 66 000 bénévoles.

Quant à l'aide alimentaire européenne, elle est dans le collimateur des mêmes qui appliquent l'austérité forcée dans toute l'Europe. Quel cynisme !

Les parlementaires européens du Front de gauche, en particulier Patrick Le Hyaric, ont bataillé ferme pour empêcher la baisse de ces aides dont bénéficient les Restos du cœur, le Secours Populaire, les Banques alimentaires, et la Croix-Rouge. Ils en demandent expressément le maintien voire sa progression.

Au moment où tant de nourriture est jetée, où les prix agricoles et de la pêche s'effondrent, les stocks alimentaires deviennent une denrée rare pour les associations caritatives.

Il faut promouvoir une politique permettant l'accès à une alimentation saine et accessible à tous. La lutte contre la précarité et la pauvreté est une urgence.

François Auguste, Responsable des relations avec les associations et les citoyens au PCF

Allemagne : une grande coalition pour plus d'austérité en Europe (PGE)

Les négociations de coalition les plus longues de l'histoire de la République fédérale Allemande, sans surprise, ont abouti sur un accord dominé par la ligne d'Angela Merkel.

Le contenu de l'accord va renforcer les inégalités sociales en Allemagne.

L'accord CDU, CSU et SPD s'inscrit dans la logique de « compétitivité » au service du patronat et des marchés financiers, qui a déjà produit beaucoup de dégâts, en particulier depuis l'adoption de l'agenda 2010 : travail à temps partiel, "mini jobs" sans assurance maladie ou petit boulots payés 1 euro de l'heure.

Aujourd'hui, près d'un travailleur allemand sur cinq est « pauvre ». La proposition de salaire minimum, initialement proposée par Die Linke et attendue depuis longtemps dans le pays, a été dénaturée : elle ne sera appliquée qu'en 2017, la rémunération sera faible.

Au niveau Européen, la droite et les sociaux démocrates se sont entendus pour ne rien changer à la politique brutale imposée par Angela Merkel depuis le début de la crise. L'accord stipule en effet : "Le niveau élevé de l'endettement doit être réduit en Europe (...).

La politique de consolidation budgétaire doit être poursuivie et combinée avec des réformes pour une croissance structurelle et des investissements futurs durables".

Alors que même qu'un rapport d'expert de la Commission européenne vient de démontrer que les politiques d'austérité ont réduit le niveau des richesses produites partout en Europe - en Allemagne le PIB s'est contracté de près de 4 points - et alors que les députés européens questionnent l'autoritarisme et l'opacité de la troïka, ce choix est anachronique et dangereux.

Il faut sortir de l'austérité en Europe, relancer les économies des pays européens et donner la priorité au développement social et soutenable. Les élections européennes de mai 2014 seront une occasion pour les citoyens de l'UE de rejeter le chemin pris par Merkel et ses alliés en votant pour des listes de gauche qui ne renoncent pas au progrès social.

Parti de la gauche européenne

Le PCF honore la mémoire de Lucien Neuwirth

Le PCF tient à honorer la mémoire de Lucien Neuwirth, père de la pilule contraceptive.

Outre son passé de résistant, il était aussi le parlementaire à l'écoute du mouvement pour la maternité heureuse, devenu le mouvement pour le planning familial.

Il se battra jusqu'au bout y compris contre son camp politique et obtiendra le vote de la « Loi Neuwirth » autorisant la fabrication et la commercialisation de la pilule contraceptive.

Une très grande avancée qui a non seulement permis d'éviter à des milliers de femmes, des milliers de couples des grossesses non désirées, mais qui a aussi transformé les rapports sexuels entre les femmes et les hommes, permettant une sexualité plus libre.

Aujourd'hui encore, nous poursuivons ce combat universel en faveur d'une contraception gratuite pour toutes et tous.

Parti Communiste Français

Marche pour la justice fiscale: "C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches"

<http://www.humanite.fr/politique/marche-pour-la-justice-fiscale-cest-de-lenfer-des-554244>

Depuis la place d'Italie jusqu'à Bercy, les organisateurs ont annoncé pas moins de 100 000 marcheurs. Des manifestants contre la hausse de la TVA et pour une révolution fiscale, rassemblés notamment à l'appel du Front de gauche, qui n'a pas été le seul à participer au succès de cette marche.

Les travailleurs sont aussi venus en nombre, les égoutiers de Paris, les syndicalistes de la CGT finances, CGT Air France, travailleurs en lutte de Petroplus, PSA Poissy, Sanofi... Il y avait également toutes les formations du Front de gauche, du NPA et de Lutte ouvrière.

A l'arrivée à Bercy, les porte-paroles des formations représentées ont successivement pris la parole.

Jean-Luc Mélenchon a parlé en premier

« Salut et honneur à ceux qui ont sacrifié tant de temps et d'argent pour être ici. J'adresse un salut spécialement chaleureux aux organisations syndicales de branches ou d'entreprises en lutte qui ont co-organisé cette marche avec nous » a commencé le coprésident du PG. Puis citant Hugo, il déclame: « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches », il poursuit : « Notre marche dit avant toute chose : dans l'épreuve que vit le pays, nous autres, nous ne perdons pas le message de notre cœur ni celui de notre intelligence. L'ennemi ce n'est pas l'immigré, ni le fonctionnaire ni le travailleur révolté, nous ne nous trompons pas de colère. L'ennemi, il y en a un, c'est la finance française et mondialisée. [...] L'ennemi, c'est celui qui fait flotter sa barque personnelle sur l'océan du malheur des autres. [...] Nous sommes le matin qui va se lever sur l'année 1788. Nous faisons éclater cette réalité insupportable : le problème n'est pas le coût du travail, c'est celui du capital ! [...] »

100 ans après la création de l'impôt sur le revenu, le système fiscal protège aujourd'hui la finance. Le niveau d'imposition des plus hautes tranches contribue moins qu'il y a 10 ans. Si on avait maintenu les impôts tels qu'ils étaient en 2000, il y aurait eu 100 milliards d'euros supplémentaires dans les caisses..."

Jean-Luc Mélenchon a invité toute l'opposition de gauche, les syndicats, les associations écologiques, à se rassembler à nouveau pour préparer une nouvelle journée de mobilisation contre la hausse de la TVA en janvier. Il a conclu en citant à nouveau Victor Hugo, dans l'espoir que cette marche inspire nos voisins européens : "ce que Paris conseille, l'Europe le médite. Ce que Paris commence, l'Europe le continue!"

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

"Si nous sommes ici à Paris sachez bien que nous ne sommes pas seul, il y a eu d'autres rassemblements à Bordeaux, à Toulouse et même à Tulle..."

L'heure est à la mobilisation pour imposer une nouvelle politique pour la France.

C'est à nous de repartir en campagne pour rétablir l'espoir, sur les ruines de ce qu'a détruit ce gouvernement qui a oublié ce qu'être de gauche voulait dire.

En 2014 la TVA rapportera plus de 138 milliards d'impôt, alors que l'impôt sur les sociétés ne rapportera plus que 36 milliards d'euros, en baisse de plus de 13 milliards à cause du dernier cadeau fiscal. La seule compétitivité visée, c'est celle des profits et des dividendes.[...]

Qu'on ne compte pas sur nous pour confondre notre colère avec les revendications patronales du zéro impôt. [...] Le rouge que nous avons au cœur, il n'a pas de frontière. Ni bretonne, ni française, ni européenne. C'est le rouge des prolétaires de tous les pays !

Au 1er janvier, à l'exception de quelques produits de première nécessité, tout va augmenter. Alors que le pouvoir d'achat est déjà tellement attaqué. Comme si la situation n'était pas déjà insupportable pour ces 8 millions de pauvres.

Il faut dire à Bruxelles, nous ne voulons plus de cette politique d'austérité. Il faut interdire les licenciements boursiers. Ouvrez les comptes des entreprises, révélez le montant des dividendes. Oui, une politique de justice sociale et fiscale est possible dans ce pays, nous créons suffisamment de richesses pour cela ! [...]

Nous voulons des portiques et des taxes, mais sur les routes de la finance et de l'évasion fiscale !"

Pierre Laurent a conclu lui en citant Aimé Césaire : "j'ai eu, je garde, j'ai le libre choix de mes ennemis. Lepen, elle choisit aussi ses ennemis, l'immigré et l'étranger. Et bien nous, nous croyons en l'unité de l'humanité, c'est bien le sens de l'humain d'abord."

Nathalie Arthaud, porte parole de Lutte Ouvrière.

"La seule réforme fiscale juste, ce serait la suppression de toutes les taxes indirectes... La seule politique fiscale juste serait de faire payer les capitalistes qui gagnent leur argent sur le dos des travailleurs. Les travailleurs n'ont pas à servir d'amortisseurs. [...]"

C'est en prenant l'initiative de la fronde sociale que les travailleurs pourront aussi lutter contre ce climat délétère marqué par l'abstention et la montée du Front national. [...] Le gouvernement de Hollande mène une politique anti-ouvrier comme la droite, il faut que les ouvriers le combattent comme s'il était de droite.

Malgré nos divergences, nous pouvons tous participer en reprenant le chemin des luttes."

Christian Piquet, porte-parole de Gauche Unitaire

"La gauche et le camp des travailleurs retrouvent le chemin de la rue, de la mobilisation, de la lutte sociale... Il y avait urgence. Le peuple qui s'est débarrassé en 2012 du président des riches, ne l'a pas fait pour élire le président des patrons. C'est aujourd'hui une majorité de la gauche qui voit bien comme nous que l'on va dans le mur.

La politique du gouvernement n'a plus de majorité à gauche. Si toutes ces voix se conjuguent, se fédèrent, elles peuvent devenir une force qui nous replacera sur le chemin de nouvelles conquêtes, aussi décisives que l'étaient en leur époque les congés payés ou la sécurité sociale. Pour le dire autrement, c'est d'un nouveau Front populaire que nous voulons !"

Denis Durand de la CGT finances

"Nous avons décidé de rejoindre cette marche, car nous syndiquons les fonctionnaires du ministère des Finances mais aussi ceux de la banque de France... Depuis longtemps nous nous battons pour une révolution fiscale. Et si nous parlons de révolution, c'est qu'il ne faut pas s'attaquer qu'à la marge..."

Par exemple nous nous battons pour un impôt sur les sociétés qui frappe au cœur les grandes entreprises qui créent du chômage et de la précarité.

Nous nous battons pour que notre administration ait les moyens de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Nous nous battons pour que l'ensemble de ces mesures ait une cohérence à l'échelle européenne. C'est aussi pour ça que nous voulons mettre fin à la prétendue indépendance de la BCE..."

Vous pouvez compter sur nous pour être à vos côtés pour penser cette grande réforme fiscale, pour l'humain d'abord et pour combattre les marchés financiers."

Clémentine Autain porte-parole d'Ensemble

"L'essentiel a été dit. On a un gouvernement qui n'avait pas promis grand chose et qui a quand même réussi à nous décevoir. Aujourd'hui c'est un point de départ. On est plusieurs composantes à s'être rassemblées, mais ce n'est qu'un point de départ. L'augmentation de la TVA est indigne, c'est la solidarité qui régresse [...] Ce qui nous attend derrière, c'est l'Allemagne avec les jobs à 1 euro et de cette société là on n'en veut pas. Alors ce n'est qu'un début et notre famille de gauche, il faut l'agrandir, il faut aller chercher les gens qui ne savent plus ce que le mot gauche veut dire, il faut aller voir les déçus, les écoeurés, ceux qui ne savent plus où est le chemin. Ce n'est qu'un début. »

L'heure est à amplifier l'action pour faire entendre la voix du peuple palestinien !

le 29 novembre 2013

Il y a un an jour pour jour, la Palestine était accueillie comme membre observateur à l'ONU par l'Assemblée générale de cette même institution à une écrasante majorité. Seuls Israël, les États-Unis et quelques-uns de leurs satellites votaient contre, ratant une nouvelle fois le train de l'histoire, celle de la paix, de la justice et du respect du droit international.

Ce vote intervenait dans un contexte où tout appelait à une reconnaissance de l'État palestinien et à la liberté de son peuple : révolutions arabes dans des pays voisins et chute de nombreux dictateurs, entrée de la Palestine à l'UNESCO un an plus tôt, libération de Salah Hamouri et de 1.000 autres prisonniers politiques en échange du soldat Gihad Shalit... Cette victoire politique et diplomatique fût accueillie avec joie sur place, mais aussi très lucidement par le peuple palestinien qui savait que le chemin restait long pour voir un État palestinien libre, viable et indépendant. On peut et on doit dire État Palestinien et non plus territoires palestiniens depuis cette date.

En cette journée internationale de solidarité avec la Palestine, la situation sur place n'a que très peu changé. La colonisation s'intensifie à Jérusalem-Est comme en Cisjordanie, plus d'1,6 millions de Palestiniens vivent toujours sous un blocus inhumain et insupportable à Gaza, le mur de la honte est toujours debout, les arrestations par une armée occupante et les condamnations par des tribunaux militaires illégaux continuent d'envoyer des centaines de Palestiniens croupir dans les geôles israéliennes, les humiliations aux 220 checkpoints sont toujours le quotidien de dizaines de milliers de Palestiniens, les spoliations de terres et les arrachages de pieds d'olivier ne se sont pas arrêtés, et personne ne parle, ni n'évoque le sort des millions de réfugiés...

Depuis le début de l'été, les négociations entre Palestiniens et Israéliens ont repris sous l'égide des États-Unis. Et comme à chaque fois depuis les accords d'Oslo, c'est l'histoire éternelle du pot de terre contre le pot de fer, bien aidé faut le dire par le pot en acier... On le sait bien, la solution ne pourra jamais venir de ces négociations en tête à tête qui sont mortifères pour les Palestiniens face à un gouvernement d'ultra-droite israélien qui ne souhaite ni la paix, ni un État palestinien sur les frontières de 67. La solution passe entre autres par l'engagement de l'ensemble de « la communauté internationale » qui soutiennent les forces progressistes et de paix des deux camps et qui fassent enfin respecter la justice et le droit.

Dans ce contexte, la venue de François Hollande au Proche-Orient était attendue pour savoir si le président français allait tenir les promesses du candidat Hollande de 2012. Il n'en fut rien. Si du bout des lèvres, il dénonçait la colonisation israélienne comme ses prédécesseurs l'ont fait avant lui, il demanda de faire des efforts aux Palestiniens avant d'aller déclarer son amour à Benjamin Netanyahu et à dire au Parlement israélien: « Vous êtes une grande démocratie car malgré les épreuves que vous avez rencontrées, jamais, je dis bien jamais, vous n'avez cédé sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les droits ». Beau compliment pour un régime d'apartheid où le racisme d'État, les arrestations arbitraires, la torture et l'emprisonnement (dont plusieurs enfants) ainsi que les violations permanentes du droit international sont la règle. Si le président de la République avait passé du temps à rencontrer les Palestiniens, il aurait pu constater tout cela...

La voie empruntée aujourd'hui par Hollande et le gouvernement français est une dangereuse impasse. Alors que la majorité du peuple français souhaite la paix et que chaque jour de plus en plus de jeunes et citoyens s'engagent pour une solution juste et durable à ce conflit et pour mettre fin à cette injustice, il est temps que la France s'engage véritablement pour faire changer les choses.

La France peut et doit reconnaître unilatéralement la Palestine comme un État, comme plus de 130 pays l'ont déjà fait. Elle doit suspendre les accords économiques avec Israël (notamment ceux des entreprises françaises) et agir pour que l'Union Européenne fasse de même tant que ce gouvernement israélien ne respectera le droit international. Enfin, la France doit soutenir toute initiative internationale qui réunirait les 5 pays du conseil de sécurité, l'UE, Israël et la Palestine pour qu'enfin ce dernier soit un pays libre, viable et indépendant sur les frontières de 67 comprenant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est comme capitale !

L'heure est à la mobilisation populaire pour que la voix de la justice et de la paix devienne réalité. Faire évoluer la position française sur la Palestine, c'est ouvrir une brèche pour une politique internationale au service des peuples.

Avec notre appel pour la reconnaissance de l'État palestinien, nous ne lâcherons rien et nous déposerons 30 000 pétitions le 29 novembre 2014 pour faire entendre la voix du peuple palestinien.

Nous agissons ici et maintenant pour briser le mur du silence !

Liberté pour la Palestine, libres Palestiniens !

A voir sur l'internet

Marche pour la révolution fiscale - intervention de Pierre Laurent

http://www.dailymotion.com/video/x17vb7t_marche-pour-la-revolution-fiscale-intervention-de-pierre-laurent_news

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie : <http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

Nouveau livre de Patrick Le Hyaric "DRACULA CONTRE LES PEUPLES"

Le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE), à l'image de Dracula, « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Ce livre révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?

— Au service de qui ?



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
"Changer l'utilisation de l'euro"



2013 : les violences contre les femmes continuent !

<http://www.jeunes-communistes.org/2013/11/22-2013-violences-contre-femmes-continuent-10255#.UpyKueJBpPo>
le 22 novembre 2013

Appel commun du Collectif national des droits des femmes (CNDF)

Les violences faites aux femmes nous concernent toutes et tous.

Elles ont lieu dans tous les milieux sociaux, dans tous les territoires, dans tous les pays.

Elles sont universelles car les inégalités femmes / hommes, la domination masculine, sont universelles.

Elles prennent différentes formes : viols et autres agressions sexuelles, violences conjugales (physiques mais aussi psychologiques, économiques, sexuelles), harcèlement sexuel, mutilations sexuelles, prostitution, mariage forcé, lesbophobie, violences contre les femmes en situation de handicap, de vulnérabilité économique, femmes migrantes étrangères souvent victimes de double violences, etc.

Les conséquences de ces violences sont accrues dans un contexte économique et social très dégradé où il est plus que difficile de trouver du travail, une formation, ou se loger. Cette violence sociale se caractérise par des attaques généralisées contre l'ensemble des droits et des services publics, une politique d'austérité qui fragilise et précarise encore plus les femmes. Elle suscite aussi l'émergence d'une nouvelle droite et la recomposition de forces réactionnaires de droite et d'extrême droite à l'offensive depuis le mouvement du mariage pour toutes et tous. Celles ci véhiculent une idéologie lesbophobe, homophobe mais également raciste et antisémite. A une société qui se voulait solidaire succède une société d'inégalités et de divisions accrues.

Les mouvements féministes dénoncent fortement, depuis des décennies, toutes ces formes de violences.

La loi doit poser l'interdit, protéger et secourir les victimes et empêcher leur revictimisation .

Pourtant, le parcours de justice des victimes est toujours aussi difficile, et beaucoup d'auteurs de violences continuent de bénéficier d'impunité. Ceci décourage beaucoup de femmes de porter plainte.

Le dispositif législatif, arraché de longue lutte par les mouvements féministes, reste incomplet et mal appliqué par manque de moyens, de volonté politique et de cohérence globale .

Par exemple :

- les victimes de viol ou de harcèlement sexuel ne peuvent bénéficier de l'ordonnance de protection qui empêcherait un violeur ou harceleur de les approcher .

- les conséquences engendrées par les violences ne sont pas prises en compte au travail.

- l'éducation non sexiste et non lesbophobe n'est toujours pas gravée dans le marbre des programmes à chaque niveau de la scolarité

- aucune réforme de la procédure pénale n'est prévue alors que même que l'expérience démontre sa totale inadéquation pour les femmes victimes de violence.

- Les décisions concernant l'exercice de l'autorité parentale lors des séparations tiennent peu ou pas compte des violences conjugales.

Plus, le projet de loi « pour l'égalité entre les femmes et les hommes » qui doit passer à l'Assemblée nationale en décembre, après avoir été voté au Sénat à la mi septembre, n'intègre aucunement les violences comme facteur d'inégalité.

Pire : le Sénat a voté en dernière minute, en dehors de l'avis du gouvernement, un amendement « visant à préserver l'autorité partagée et à privilégier la résidence alternée pour l'enfant en cas de séparation des parents ». Pas d'accord en cas de violences perpétrées sur la mère et/ou sur les enfants ! On ne peut être un conjoint violent et un bon père ! Les femmes qui s'éloigneront pour se mettre en sécurité ou dénonceront des violences sexuelles sur leurs enfants seront passibles de sanctions.

Cet amendement a été inspiré par ceux que l'on appelle les « masculinistes », ceux qui se juchent sur des grues pour obtenir la résidence de leurs enfants alors que justement cette résidence a pu leur être retirée lorsqu'ils sont auteurs de violences ! Nous demandons son retrait !

Le projet de loi « pour l'égalité entre les femmes et les hommes » doit prendre en compte les revendications des féministes. Celles ci s'appuient sur la réalité de ce que vivent les femmes victimes de violences et non sur des stéréotypes patriarcaux, sexistes et lesbophobes.

Nous réclamons, comme en Espagne, une loi-cadre contre les violences faites aux femmes.

Nous réclamons, entre autres :

- l'extension de l'ordonnance de protection à toutes les femmes victimes de violences,

- la prise en compte des conséquences des violences au travail par la mise en œuvre de mesures concrètes,

- que l'éducation non sexiste et non lesbophobe soit inscrite dans les programmes scolaires,

- une réelle politique de logements prioritaires pour les femmes victimes de violences,

- la création et le renforcement de centres d'hébergement et d'accueil dédiés et gérés par des associations spécialisées

l'obtention d'une carte de résidente pour tout femme demandant l'asile parce que menacée ou victime de violences lesbophobes et/ou de violences sexistes et/ou de violences sexuelles,

l'interdiction de la résidence alternée lors d'un divorce en cas de violences sur les femmes ou les enfants.

Une autre loi est en préparation « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel ». Déposée à l'Assemblée par le groupe de la Gauche Démocratique et Républicaine et par le groupe socialiste, cette proposition de loi reconnaît, conformément à la tradition abolitionniste de la France, que la prostitution est une violence. Elle n'est ni un choix, ni un métier. En toute logique, elle vise à interdire tout achat d'un acte sexuel, à réprimer et responsabiliser l'auteur des violences, promoteur et bénéficiaire de l'industrie mondialisée du sexe. En toute logique, elle abroge le délit de racolage qui fait peser le poids de la répression sur les victimes. Cette proposition de loi constitue une avancée d'importance.

Mais cette proposition de loi ne considère l'achat d'un acte sexuel que comme une contravention de 5ème classe. Nous réclamons que cela soit un délit.

De plus, par cette proposition de loi, les personnes prostituées étrangères, qui constituent l'immense majorité des personnes prostituées, doivent pouvoir bénéficier d'un droit au séjour garanti et pérenne, qui ne soit pas conditionné à un dépôt de plainte, quand elles souhaitent se libérer de cette oppression. Cet accès au titre de séjour doit être de plein droit et non soumis au pouvoir discrétionnaire des préfets.

En outre, le « parcours de sortie de la prostitution » et les mesures sociales l'accompagnant, doivent être précisés et renforcés et des moyens importants doivent y être consacrés. A cet égard la proposition de loi n'offre aucune garantie de financement et seule la loi de finance permettra de mesurer l'engagement de l'État à venir enfin en aide aux personnes prostituées.

Nous réclamons une loi globale abolitionniste engageant enfin la France auprès des personnes prostituées et contre le système prostitueur. Nous réclamons un renforcement de la lutte contre le proxénétisme et contre la traite.

Le Collectif National pour les Droits des Femmes a élaboré en 2006 une loi-cadre contre les violences faites aux femmes prenant en compte la globalité des violences et l'ensemble des mesures nécessaires pour les faire reculer. Partant de ce travail, une loi a été votée en juillet 2010, mais elle est bien insuffisante. Le CNDF a « toiletté » sa loi en 2013. Elle va être déposée par le groupe CRC au Sénat et le groupe GDR à l'Assemblée. Nous demandons qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale et du Sénat, débattue et votée !

L'HUMANITÉ
DIMANCHE

CGT,CFDT:
LE RETOUR DE
L'UNITE SYNDICALE
ANALYSE PAGE 14

N° 389 - DU 28 AU 4 DÉCEMBRE 2013

1^{er} DÉCEMBRE
MARCHE RÉPUBLICAINE

POUR
LA JUSTICE
FISCALE
ET SOCIALE

LIRE NOTRE ÉDITORIAL PAGE 7

TV

TOUS LES
PROGRAMMES
DE LA SEMAINE

+ NOTRE SÉLECTION

N° 389, du 28 au 4 décembre 2013

M 04837-389 - P: 2,90 €

France 2,90 euros, Guadeloupe, Martinique 4 euros.



Pétition pour un vrai diplôme et un vrai métier après les études !

Les conséquences désastreuses de la loi Fioraso ne se sont pas faites attendre ! Entre l'annonce d'un diplôme des universités pour créer des auto-entrepreneurs, les partenariats publics-privés qui se multiplient au détriment des étudiants ou encore les fusions d'universités, l'avenir des universités semble menacé.

Les étudiants communistes combattent et dénoncent fermement la nouvelle loi mise en place par la ministre de l'enseignement supérieur.

Face à la casse de l'Université, les étudiants communistes sont tous mobilisés pour exiger un vrai diplôme et un vrai métier après les études !

Partout en France nous sommes organisés pour défendre nos droits et faire avancer l'université ! Nous voulons un véritable diplôme cadré nationalement tant sur les contenus de formations et les évaluations que les moyens financiers pour avoir un diplôme de qualité reconnue dans les conventions collectives avec le CDI comme norme d'embauche à la sortie de l'Université.

Nous voulons que les étudiants soient enfin reconnus comme des jeunes travailleurs en formation avec un statut social et une allocation d'autonomie, premier pas vers le salaire étudiant.

Pour exiger un vrai diplôme avec un cadrage national, des stages utiles et rémunérés, un statut social et avoir un vrai métier après les études, je signe la pétition !

<http://www.jeunes-communistes.org/2013/11/25-je-signe-p%C3%A9tition-vrai-dipl%C3%B4me-et-vrai-m%C3%A9tier-apr%C3%A8s-%C3%A9tudes-10274#.UpyVquJBppo>

Communiqué de l'UEC Lyon sur la situation de l'Université Lyon 2

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Communique-de-l-UEC-Lyon-sur-la-situation-de-l-Universite-Lyon-2_a7062.html

Aujourd'hui une mobilisation pacifique était organisée par le comité de lutte des étudiants de Lyon 2. L'objectif était de porter les revendications des étudiants lors du congrès élargi convoqué par le président de l'université pour exprimer la double colère des étudiants. D'une part s'opposer à une logique comptable et managériale qu'il impose à l'université. D'autre part contre la loi Fioraso qui s'inscrit dans la continuité des récentes lois sur l'enseignement supérieur amenant autonomie voire privatisation de l'enseignement.

Les étudiants et membres du personnel (ainsi que leurs représentants) ont rejoint le lieu où devait se tenir le fameux congrès. Refusant de répondre aux préoccupations de ces derniers, le Président, Jean Luc Mayaud, a tout bonnement annulé le congrès.

Une réunion à Huis Clos, avec Service d'ordre, réunissant les seuls alliés de Mr Mayaud a alors été tenue. Face à ce déni de démocratie, étudiants et personnels ont spontanément tenu une Assemblée Générale. Cette AG a été violemment interrompue par les forces de l'ordre... ces dernières ont été sommées d'intervenir dans l'enceinte de l'établissement par Mr Mayaud en personne, ce dernier en profitant pour prendre la poudre d'escampette.

Quatre étudiants ont été violemment interpellés par les forces de l'ordre et placés en garde à vue.

L'UEC dénonce cette violence intolérable de la part de la présidence et des forces de police

L'UEC apporte son soutien plein et entier aux étudiants interpellés. Nous exigeons leur libération immédiate.

L'UEC appelle à la poursuite, et à l'amplification du mouvement étudiant, qui ne saurait se laisser museler par une présidence à bout de souffle.

Nos revendications sont simples :

- Démocratisation de l'Université,
- Abrogation des lois LRU et Fioraso,
- Unification de l'enseignement supérieur 100% public et gratuit !

Lyon, le 21 nov. 13

Union des étudiants communistes – Secteur de Lyon

Municipales : le PCF se présentera contre le MUP dans la ville de Robert Hue

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Municipales-Le-PCF-se-presentera-contre-le-MUP-dans-la-ville-de-Robert-Hue_a7064.html

Les communistes de Montigny-lès-Cormeilles ont voté et finalement opté pour une liste Front de Gauche lors des élections municipales de mars 2014. Ils ne rejoindront ainsi pas le maire MUP de la commune, Jean-Noël Carpentier

Le PCF et le MUP ne feront pas liste commune à Montigny-lès-Cormeilles. Réunis pour définir leur stratégie en vue des municipales, les militants communistes ont décidé de voter en faveur de la création d'une liste Front de Gauche avec certains alliés. Ils ne se rallieront pas aux progressistes. « Cette formation politique accompagne l'austérité poursuivie par le gouvernement Hollande », précisent-ils.

Les communistes de la ville (70 membres) ont voté à une très large majorité de 70% (33 votes sur 47) pour la constitution d'une liste du Front de gauche animée par le PCF. C'est un petit événement politique dans la ville de Robert Hue, ancien patron du PCF, qui l'a dirigée de 1977 à 2009, avant de passer la main à Jean-Noël Carpentier.

Une décision prise après avoir rencontré l'actuel maire MUP de la commune, Jean-Noël Carpentier, qui avait succédé à Robert Hue en 2009. « Il n'a eu aucune volonté de nous faire connaître les orientations détaillées de son futur programme municipal. De plus, ne proposer que 4 ou 5 élus, c'est tout simplement inacceptable et non représentatif de la sensibilité communiste ignymontaine », précisent les communistes. (...)

Rythmes scolaires : communiqué de maires communistes et Front de gauche de Seine-Saint-Denis

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Rythmes-scolaires-communique-de-maires-communistes-et-Front-de-gauche-de-Seine-Saint-Denis_a7093.html

Premiers signataires :

- François Asensi, maire de Tremblay en France
- Karine Juste, maire de Villeteuse
- Didier Mignot, maire du Blanc-Mesnil
- Didier Paillard, maire de Saint-Denis
- Gilles Poux, maire de La Courneuve
- Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen

Une réforme de l'école pour porter une vraie ambition en faveur de la réussite pour tous est particulièrement attendue dans un département comme la Seine-Saint-Denis.

Cette urgence est d'autant plus forte que ces dernières années, les coupes sombres subies par l'Éducation Nationale, ont mis en péril les fondements même de l'école.

Si l'on peut se féliciter de l'inversion de tendance engagée par la ministre de l'Éducation Nationale concernant les effectifs d'enseignants, l'engagement de la réforme des rythmes scolaires à marche forcée soulève des inquiétudes et des insatisfactions qu'il faut savoir entendre.

Les maires communistes et Front de Gauche de Seine-Saint-Denis ont, sous des formes diverses, engagé de larges processus de concertations avec les parents, les enseignants et les personnels, avec la volonté que cette réforme soit l'occasion d'avancer dans la prise en compte des besoins éducatifs des élèves.

Mais force est de constater que partout, toutes celles et ceux qui participent à ces débats sur la réforme des rythmes scolaires et son application, interrogent la question des rythmes annuels et des programmes pour garantir une réforme efficace au service de la réussite éducative, et plus largement l'ambition éducative de la Refondation annoncée de l'école.

Partout monte l'exigence que l'État prenne véritablement ses responsabilités en donnant à l'École les moyens, financiers et humains de s'attaquer à la difficulté scolaire, et aux communes la possibilité effective de mettre en place un périscolaire de qualité alors que leurs dotations ne cessent de baisser. Beaucoup s'inquiètent d'une territorialisation des missions de l'école de la République.

Si ces exigences ne sont pas entendues, le risque est grand de voir les inégalités scolaires et les inégalités de territoire s'aggraver encore.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les maires communistes et Front de Gauche revendiquent un plan de rattrapage sur la législature pour faire disparaître les discriminations scolaires dont sont victimes les enfants de Seine-Saint-Denis, département où tous les indicateurs sont au rouge, trop souvent négativement éloignées des moyennes régionales ou nationales.

C'est donc dans ce contexte, avec la volonté de continuer à associer les habitants et les professionnels sans relâche, que nous, maires communistes et Front de Gauche demandons :

- Que l'échéance de la rentrée scolaire 2014 pour la mise en place de la réforme ne soit plus imposée
- Qu'à la mise en œuvre de cette réforme soit associée la pérennité de moyens pour les collectivités territoriales, afin de garantir l'unicité de l'école
- Que les moyens en enseignants, en RASED ou en médecine scolaire soient assurés.
- Une rencontre dans les plus brefs délais avec le directeur académique de Seine-Saint-Denis.

Et c'est pourquoi, nous appelons à la mobilisation à l'occasion de la marche du samedi 30 novembre pour l'éducation dans le 93.

Transferts de données personnelles vers les États-Unis

Petites réflexions après l'audition de Mme Malmström devant la Commission Libertés civiles, justice et affaires intérieures

(Marie-Christine Vergiat, notre députée européenne)

<http://www.eurocitoyenne.fr/content/transferts-de-donnees-personnelles-vers-les-etats-unis>

Dans la foulée de l'adoption de plusieurs rapports par la Commission européenne sur le respect des accords de l'UE avec les États-Unis en matière de transferts de données personnelles dans les domaines bancaires (accord dit Swift) et aériens (accord PNR) le 27 novembre, Mme Malmström, commissaire européenne en charge des affaires intérieures, a tenu ce même jour devant les députés européens de la commission Libertés civiles, justice, affaires intérieures (LIBE) un discours surréaliste, semblait faire fi du scandale et des révélations de l'espionnage massif de la NSA, ayant bénéficié y compris de complicités européennes.

A la suite des révélations d'Edward Snowden, la Commission européenne a lancé des discussions avec les États-Unis afin de savoir si des violations de ces accords ont lieu.

Pour la Commission européenne, le dossier est clos, les autorités américaines lui ayant donné toutes les assurances qu'elles ne violent pas ces accords, ces accords ne méritent pas d'être renégociés. C'est comme si vous demandiez au renard si la porte du poulailler est bien fermée. Interrogée sur la procédure choisie par la Commission, Mme Malmström nous a répondu que la Commission n'était pas la police, qu'elle ne pouvait enquêter, mais seulement poser des questions.

De tels propos sont d'autant plus inacceptables que l'Autorité de contrôle commune d'Europol concluait dans son 2^e rapport à des manquements à l'accord Swift, et que M. Chris Murphy, sénateur démocrate américain, président du sous-comité "Europe" du Sénat américain, a reconnu devant la commission Affaires étrangères du Parlement européen que les États-Unis ont dépassé la ligne dans la façon dont ils ont conduit l'espionnage selon le sénateur américain avec la législation américaine en matière de collecte des données et des procédures de surveillance sera modifiée de façon substantielle y compris le Patriot Act, mais cela ne concerne en rien les droits des citoyens européens.

Mme Malmström a donc donné une fin de non-recevoir à la résolution du Parlement européen qui demandait la suspension de l'accord Swift le mois d'octobre dernier, rétorquant aux députés européens : « on ne suspend pas des accords internationaux sur la seule base d'articles de presse ». Pour elle, l'accord Swift comme l'accord PNR, ont fait toutes leurs preuves concernant la lutte contre le terrorisme, le rapport de la Commission s'en tient à une énumération d'affaires pour lesquelles des données auraient été transférées sans apporter la moindre preuve des faits et des résultats réellement obtenus. .

Le fil rouge de Mme Malmström devant la commission LIBE a été la restauration de la confiance dans la relation avec les États-Unis sans tenir compte des droits des citoyens européens.

En refermant ainsi les discussions, la Commission européenne ne respecte pas l'esprit du traité de Lisbonne qui donne au Parlement européen un droit de regard sur les accords internationaux. Elle oublie de la même façon en ce domaine qu'elle est gardienne des Traités et donc y compris de la Charte des droits fondamentaux et qu'elle doit veiller à l'application du droit de l'Union. Son action dans le domaine économique montre que la Commission enquête et peut rassembler des éléments à charge.

Cette attitude est une faute politique dans ce contexte de défiance envers les politiques et les institutions. A six mois des élections européennes et donc du renouvellement de la Commission européenne, ceci ne peut qu'alimenter la défiance croissante à l'égard de l'Union européenne.

La lutte contre le terrorisme est une nécessité mais elle ne peut être menée en contradiction avec le respect des droits fondamentaux ou pire en servant de prétexte à leur mise en œuvre.

Plus que jamais, les principes de nécessité et de proportionnalité sont à l'ordre du jour.

Racisme ordinaire, combat du quotidien

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-racisme-ordinaire-combat-du-quotidien-121180352.html>

Les injures racistes proférées à l'encontre de Christiane Taubira, Ministre de la Justice, ne sont pas une simple banalisation des attaques verbales à l'encontre de celles et ceux qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau.

Ces injures symbolisent un terrible glissement de la société française vers les idées nauséabondes de l'extrême-droite. Je partage pleinement l'analyse de Christiane Taubira qui parle de « dérive de la société française ».

Comme chaque fois dans l'histoire, l'abandon en matière économique et social des classes populaires sert de terreau fertile aux idées populistes et au rejet de l'autre.

Cette situation entraîne la perte des repères politiques et historiques. Elle permet aussi aux dominants et aux forces de l'argent, tenants du statu quo dans la répartition des richesses, d'opérer une véritable diversion, conduisant les plus modestes à épargner les vrais responsables de la situation.

Certes, les brèches ouvertes par 10 années de « sarkozysme appliqué » ne pouvaient pas se refermer comme par enchantement.

Mesurons l'ampleur des effets sur les consciences de la construction méticuleuse par une droite extrême d'une culture profondément réactionnaire et discriminante. Il s'agit par exemple de cet « ennemi intérieur », ressassé à longueur d'antenne de journal télévisé et de reportages, baptisé un jour « racaille », le lendemain « délinquant », le jour suivant « fraudeur aux aides sociales », aujourd'hui « Rom »... L'imprégnation culturelle qui en résulte produit indéniablement ses effets : une vision faussée et arbitraire de la société, et des peurs irrationnelles, masquant les réalités les plus violentes du système capitaliste, qui renforce l'insécurité sociale et une pauvreté grandissante.

Combattre ce racisme ordinaire est rendu encore plus difficile avec un Président de la République socialiste, qui poursuit les grands traits de la politique économique, sociale et d'immigration de son prédécesseur.

Lutter au quotidien contre la banalisation de la parole raciste exige en effet une lutte effective contre les difficultés sociales et économiques qui minent les citoyens de notre pays. Cela passe par des réponses politiques fortes, comme l'interdiction des licenciements boursiers, ou la hausse des salaires. C'est ainsi que la gauche peut marquer une rupture dans ce glissement dangereux des consciences. Elle doit avoir le courage de remettre au centre des débats politiques la question du vivre-ensemble, de la diversité ethnique et culturelle, du dialogue entre les peuples, qui sont les vraies richesses de notre monde.

Disons-le aussi, nous avons un effort individuel à fournir pour ne pas laisser passer sans réaction certains propos qui jalonnent désormais notre quotidien.

Combien de fois suis-je ainsi interpellé ouvertement par des paroles qui stigmatisent l'étranger ou le voisin, soudainement doté de privilèges exorbitants, alors qu'il se trouve lui-même dans la plus grande précarité ? Chacun sait combien il est difficile, dans ces échanges brefs, souvent sur fond de colère, de replacer les responsabilités réelles des uns et des autres, de démontrer que d'autres choix sont possibles plutôt que de céder à de simples réactions haineuses. Mais cet effort est indispensable. Plus que jamais nous devons nous astreindre à répondre, de façon claire et argumentée, pour renverser la dérive des consciences. Au racisme ordinaire, opposons le combat du quotidien.

Népal : 41,59% et 263 députés pour les communistes à l'Assemblée Constituante

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Nepal-4159-et-263-deputes-pour-les-communistes-a-l-Assemblee-Constituante_a7086.html

Le processus électoral au Népal est arrivé à son terme. Le parti du Congrès arrive en tête des élections avec 25,60% des voix et 196 députés élus. Les communistes au Népal remportent la partie avec 41,59% des voix et 263 sièges. Les maoïstes sont les grands perdants de ces élections - article et traduction Nico Maury

335 sièges étaient en jeu (240 déjà pourvus lors de la première phase par circonscription) pour cette seconde phase des élections législatives au Népal et 122 partis étaient en lice. 9.457.844 d'électeurs ont participé à ces élections (77,5%), un score en hausse par rapport à 2008. Les résultats définitifs donnent :

41,59% des voix et 263 députés communistes élus

Le parti du Congrès et le Parti Communiste du Népal (CPN-UML) sont les grands gagnants de ces élections. Le Congrès remporte 86 députés de plus qu'en 2008 (21,14% des voix), en 2013 il rassemble 25,60% des électeurs, il dispose désormais de 196 députés.

Parti Communiste du Népal (CPN-UML) remporte 23,72% (20,33% en 2008) des voix 174 députés (+66). Il était arrivé en tête des élections par circonscription, mais le Congrès avait remporté plus de circonscriptions.

Les grands perdants de ces élections sont les maoïstes, qui arrivent 3ème avec 15,21% des voix (29,28% en 2008) et 84 députés élus (-145). Le Parti Communiste Népalais Unifié-Maoïste (UCPN-M) a appelé son Comité central à se pencher de près sur la faiblesse du parti et sur cette honteuse défaite électorale. Le parti va également passer à la loupe les politiques actuelles et élaborer un nouveau plan d'action. Le parti, qui juge que l'élection a été truquée et qu'une enquête est nécessaire, a fait l'objet de pressions tant internes qu'internationales pour accepter les résultats.

En 2008, les différents Partis communistes contrôlaient 331 sièges sur 601.

Les autres Partis communistes :

- Le Parti Communiste du Népal (Marxiste - Léniniste) recueille 1,38% des voix (2,27% en 2008) , il remporte 5 députés (-4)

- Le Parti Communiste du Népal (Unifié) recueille 0,97% (1,44% en 2008) et remporte 3 députés (-2)

- Le Parti Communiste du Népal recueille 0,19% des voix

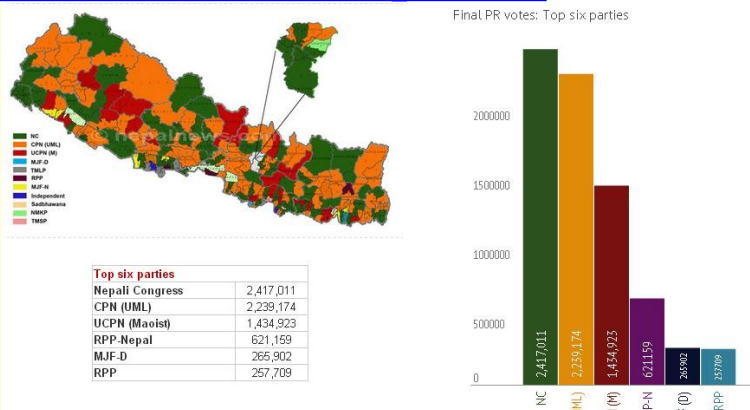
- Le Parti Communiste du Népal (Malema) recueille 0,08% des voix

- Parti Communiste du Népal (ML - socialiste) recueille 0,038% des voix

Les 26 sièges restants seront nommés directement par le futur gouvernement.

Rappel des votes pour les circonscriptions :

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Nepal-Les-communistes-en-tete-des-elections-pour-l-Assemblee-Constituante-avec-5371-des-voix_a7068.html



Pierre Laurent (PCF) "ne croit pas" à la baisse du chômage

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Baisse-du-chomage-Laurent-PCF-ne-croit-pas-a-la-baisse-du-chomage_a7088.html

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste (PCF), "ne croit pas, loin de là", à l'inversion de la courbe du chômage. Pierre Laurent du PCF a appelé à l'unité de "tous ceux qui à gauche ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale."

"On est toujours à un niveau record de 3.270.000 chômeurs pour ceux qui le sont tout le temps. Et quand on ajoute ceux qui sont dans des chômeurs partiels, ça augmente de 40.000 personnes et on atteint quasiment 5 millions, 4,9 millions. On est dans une situation qui reste préoccupante et je ne crois pas qu'on soit, pour le moment, loin de là, dans l'inversion de la courbe du chômage."

"Mais si on veut une vraie inversion de la courbe du chômage, il faut une politique de développement d'emploi pérenne qu'on ne voit pas venir", a poursuivi le sénateur de Paris.

Pierre Laurent a redit son opposition à l'augmentation de la TVA au 1er janvier, objet d'une manifestation organisée dimanche par le Front de gauche. "Il y a 150 milliards (d'euros) d'impôts sur la consommation alors que l'impôt sur les sociétés rapporte 36 milliards d'euros. C'est cela qui ne fonctionne pas. Il y a 50 à 60 milliards d'évasion fiscale. C'est là qu'il faut aller chercher de l'argent", a-t-il asséné.

Monsieur Hollande, serez-vous celui qui laissera fermer le journal de Jaurès ? (SNJ CGT)

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/monsieur-hollande-serez-vous-celui-qui-laissera-fermer-le-journal-de-jaures-snj-cgt>

En 2012, alors candidat à l'Élysée, vous vous engagiez auprès de notre syndicat à « garantir le pluralisme et la liberté de l'information ».

Aujourd'hui toute la presse en appelle à votre arbitrage concernant la rupture annoncée du « moratoire postal », qui représente une charge nouvelle de 45 millions d'euros imputée aux éditeurs de presse et menace donc la survie de nombreux titres.

Depuis plusieurs années, le système de distribution de la presse est en danger de mort. Pourtant les principes qui le régissent visent à ce que tous les journaux, quels que soient leurs moyens, leur diffusion, leur ligne éditoriale, puissent être distribués dans les mêmes conditions sur tout le territoire national afin d'être accessibles à tous.

Le gouvernement de gauche doit être au rendez-vous de ce tournant décisif pour la démocratie. Car il n'y a pas de citoyenneté sans liberté et pluralisme de la presse.

La presse française va mal. Nous sortons d'une période noire, avec la disparition de titres emblématiques comme France Soir ou La Tribune. D'autres sont au bord du gouffre.

Aujourd'hui, plus aucune entreprise de presse ne vit uniquement de la vente des journaux qu'elle produit. Les rédactions s'appauvrissent et il devient de plus en plus difficile de permettre à la presse écrite de jouer son rôle.

Les aides publiques à la presse ne doivent donc pas être considérées comme un supplément d'âme pour l'État, ou conditionnées à des exigences gouvernementales, mais bien comme la garantie d'un service public, d'autant plus indispensable en ces temps de crise, de recherche d'alternatives.

La presse d'opinion, et l'Humanité en particulier, pourrait être la première à en payer la facture, face à une concentration au profit de groupes bancaires et de grandes fortunes françaises. Notre journal, l'Humanité, est un des titres garants du pluralisme, un des rares à s'opposer au déferlement de la pensée unique, érigée dans la plupart des médias en ligne éditoriale.

Notre journal, c'est celui de Jean Jaurès, Monsieur le Président.

Notre journal, c'est celui du peuple de gauche qui a contribué à votre élection.

Ne soyez pas celui qui prendra la responsabilité de porter atteinte à la démocratie en sacrifiant le pluralisme de la Presse.

Signer la pétition sur le site

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



En Moldavie, les communistes (PCRM) qualifient le partenariat oriental avec l'UE "d'accord de Munich" et appellent à le briser

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/En-Moldavie-les-communistes-PCRM-qualifient-le-partenariat-oriental-avec-l-UE-d-accords-de-Munich-et-appellent-a-le_a7096.html - article et traduction Nico Maury

En Moldavie aussi le partenariat oriental de l'UE ne passe pas. Les communistes du Parti des communistes de la République de Moldavie (PCRM) ont mobilisé 50.000 manifestants à Chisinau (capitale du pays), à la fin novembre, pour dénoncer le choix autoritaire des dirigeants "pro-UE" du pays. Comme en Ukraine, le but de ce partenariat est d'imposer la domination de l'Union Européenne et de faire taire les peuples

"Le soi-disant « choix européen », ne signifie pas l'adhésion de la Moldavie dans l'UE. Tous les experts, tous les scientifiques et les politiciens savent que le partenariat oriental ne prévoit pas une telle finalité. Il ne prévoit que la mise en place de la dépendance économique et politique de l'Union européenne sur la Moldavie pour bloquer tout partenariat constructif avec la Russie et l'Union douanière. Rien de plus " annonce Vladimir Voronin.

Un accord de Munich qui détruira la Moldavie

"La Moldavie est un pion dans l'Union européenne, une monnaie d'échange dans le match entre la Russie et l'UE. Ce sont des jours noirs pour l'histoire de la Moldavie, c'est une violence commise à l'encontre du pays. Ce groupe d'individus qui le 7 Avril 2009, par un coup d'État, ont pris le pouvoir dans le pays sont allés plus loin, ils ont signé un document qui détruit réellement la Moldavie, son indépendance et sa souveraineté" annonce Vladimir Voronin, Président du Parti des communistes de la République de Moldavie (PCRM).

Le Parti des communistes appelle à de nouvelles manifestations "La coalition au pouvoir ne fonctionne que pour elle-même et rien d'autre. Ils ne peuvent pas être autorisés à diriger le pays. Il est nécessaire de s'unir et de lutter ensemble car il est interdit de se moquer de la souveraineté du pays, nous refusons la divisions du pays" déclare Vladimir Voronin. Il a rappelé qu'en 2001, il avait été invité à participer à un sommet de l'UE, mais il avait quitté ce sommet. "Le Partenariat oriental ne vise qu'à maintenir les dirigeants actuels du gouvernement antidémocratique, ils veulent à tout prix rester et recevoir des crédits pour subvenir à leur existence ". Les communistes les qualifient de "bandits et contrebandiers oligarques"

Le PCRM a appelé les manifestants à briser la représentation de l'UE et à se battre pour leur pays. Voronin qualifie l'accord de Vilnius avec l'UE "d'accord de Munich".